

Compte rendu

Ouvrage recensé :

WALLANDER, Celeste A. (dir.). *The Sources of Russian Foreign Policy After the Cold War*.
Boulder, co, Westview Press, Coll. The John M. Olin Critical Issues Series. 1996, xix, 233 p.

par Onnig Beylerian

Études internationales, vol. 29, n° 1, 1998, p. 193-196.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/703869ar>

DOI: 10.7202/703869ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

L'analyse de cas mise de l'avant par Suryadinata repose sur une lecture chronologique des relations de l'Indonésie avec plusieurs pays, mais aurait pu être plus approfondie. Les facteurs soulignés par l'auteur, notamment le rôle prépondérant de Suharto et des forces armées, reviennent à travers le texte, mais n'ajoutent que peu d'éléments novateurs auxquels tout spécialiste de l'Indonésie pourrait s'attendre. Que Suharto et les forces armées jouent ce rôle, comme ils le font pour tous les aspects de la politique intérieure et internationale de ce régime autoritaire, ne surprend guère. De ce fait, le regroupement des informations sur les actions internationales de l'Indonésie serviront aux spécialistes, mais sans grande contribution au niveau de l'analyse. Pour les généralistes de la politique étrangère, cet ouvrage pourra contribuer au niveau des données pour des études comparatives. Toutefois, son apport théorique est un peu décevant. Suryadinata reconnaît lui-même que son analyse n'utilise pas de modèles théoriques, mais n'offre aucune critique de ces modèles ou aucune explication justifiant qu'il n'y réfère pas.

Enfin, l'ouvrage aurait pu s'attarder plus longuement à l'épineux problème du Timor oriental. Traité, sans logique évidente, dans le chapitre consacré au rôle de Suharto dans la politique étrangère, on comprend mal pourquoi un chapitre n'a pas été consacré exclusivement à ce sujet. Au moment où le problème du Timor oriental occupe une place grandissante dans la relation de l'Indonésie avec plusieurs pays tels que les États-Unis, le Canada et l'Union européenne, Suryadinata aurait dû consacrer plus

d'espace à l'analyse de l'impact des questions du Timor oriental et des droits humains sur ses relations internationales.

Malgré ces lacunes, ce livre demeure un ajout important à l'étude des relations internationales en Asie du Sud-Est et de l'Indonésie en particulier.

Jacques BERTRAND

*Institut Nord-Sud
Ottawa*

The Sources of Russian Foreign Policy After the Cold War.

WALLANDER, Celeste A. (dir.). Boulder, CO, Westview Press, Coll. *The John M. Olin Critical Issues Series*. 1996, XIX, 233 p.

Voici depuis trois ans qu'un bon nombre d'ouvrages ont paru sur la politique étrangère russe post-soviétique dont la caractéristique principale a été de décrire et de documenter ses différents aspects substantifs et procéduraux. Mais cet ouvrage collectif se démarque des précédents par ses études des dimensions cruciales du processus formatif de la politique russe en recourant à sept modèles analytiques, la plupart s'inscrivant dans la continuité de la tradition des études sur la politique étrangère soviétique.

Dans le chapitre d'introduction, Celeste Wallander passe en revue les modèles traditionnels qui avaient servi à expliquer la dynamique de la politique étrangère soviétique. Elle montre ensuite dans quelle mesure les auteurs les ont utilisés afin d'en construire de nouveaux à la lumière de nouvelles approches – en l'occurrence constructivistes et institutionnalistes – répu-

tées mieux capter la complexité des facteurs à l'origine de la politique étrangère russe.

Dans le deuxième chapitre, Jack Snyder considère la corrélation entre la démocratisation des anciens États communistes et la guerre. Ainsi, après avoir complété une revue très informative des hypothèses rattachées à cette corrélation, Snyder constate que rien n'indique que les États et les sociétés post-communistes, par le fait même qu'ils aspirent à la démocratie, soient nécessairement pacifiques. En fait, la conversion d'un État totalitaire en un État démocratique comporte trop de facteurs aléatoires. De tels États sont trop vulnérables à des dérapages autocratiques dont les expressions extérieures ne peuvent être que belliqueuses. En Russie, malgré les percées démocratiques effectuées depuis 1992, les institutions démocratiques demeurent trop fragiles face à des mouvements ethnonationalistes qui jouissent d'une légitimité étendue. Aussi longtemps que la Russie ne serait pas parvenue à sa destination démocratique, Snyder conclut que nous ne pouvons écarter la possibilité d'une aggravation subite des conditions russes et par conséquent de l'environnement international.

Dans le troisième chapitre, Astrid Ruminez examine l'importance du nationalisme russe et les conditions de l'articulation de l'intérêt national sur la place publique russe. Pour cette auteure, le nationalisme russe représente la nouvelle idéologie politique censée servir à la construction des nouvelles institutions politiques. Après avoir dressé un inventaire quasi exhaustif des diverses formes du nationalisme russe, Ruminez montre

qu'aucune de ces formes n'a réussi à marquer sa prépondérance dans le processus politique russe. Les élites dirigeantes russes demeurent tiraillées entre plusieurs tendances nationalistes, d'où la fragilité extrême des nouvelles institutions.

Dans le quatrième chapitre, James Richter relaie l'exposé précédent sur le nationalisme en montrant pourquoi et comment la politique de l'identité nationale est devenue un instrument de premier ordre dans les mains de politiciens russes cherchant inlassablement à mobiliser différents secteurs du public russe. En adoptant une approche nettement sociale-constructiviste, Richter montre combien cette politique identitaire est devenue non seulement l'objet des luttes politiques internes pour l'orientation internationale de la Russie, mais encore un enjeu central pour les acteurs internationaux.

Dans l'étude subséquente, Kimberly Marten Zisk examine l'apport d'un groupe d'intérêt – les industriels de défense – à la formation de la politique étrangère. Elle montre comment ces industriels espèrent pouvoir se tailler un créneau de spécialisation dans le marché mondial de l'armement, non sans la bienveillance des investissements étrangers et peut-être grâce à la collaboration technologique avec des firmes occidentales. Zisk démontre que le sort de cette industrie, marquée par une pléthore de firmes et de régimes de propriété, dépend du succès de son insertion dans le marché mondial de l'armement. L'échec de ce projet conduirait ces industriels à réclamer du gouvernement des mesures protectionnistes

et l'adoption d'une posture hostile à l'égard des intérêts occidentaux.

Dans le sixième chapitre, Bruce Porter examine dans quelle mesure la sécurité européenne affecte la formulation de la politique étrangère russe. Porter est l'un de ceux qui postulent que le développement des institutions politiques est directement lié à la configuration des menaces extérieures. Le désarroi que la Russie éprouve dans la construction de ses nouvelles institutions proviendrait de l'absence de telles menaces. Mais cela ne signifie pas que les instabilités politiques doivent nécessairement déboucher sur des postures néo-impériales, lesquelles serviraient à mobiliser le pays dans la construction de nouvelles institutions politiques. Porter estime qu'aussi longtemps que les États occidentaux assureront un environnement dénué de menaces à l'endroit de la Russie, celle-ci aura la chance de se concentrer sur la réalisation de son projet démocratique. En traitant par exemple de l'expansion de l'OTAN, il considère qu'on devrait s'en tenir à un échéancier modéré tenant compte des premiers effets de l'expansion sur la construction des institutions démocratiques en Russie. Un calendrier précipité projetterait l'impression d'une menace imminente et provoquerait la détérioration des chances de démocratisation.

Ted Hopf croit, dans le chapitre suivant, que l'intervention de la Russie dans les États avoisinants dépend de la manière dont les minorités russes y définissent leur identité et leur allégeance. Après avoir esquissé un cadre théorique d'origine sociale-constructiviste, Hopf examine et compare deux cas : celui de la minorité

russe d'Estonie qui s'est trouvée exclue du fait que l'État estonien a imposé une identité ethno-nationaliste et celui de la minorité russe d'Ouzbékistan qui elle, au contraire, a pu se solidariser avec l'identité nationale civique imposée par le nouvel État ouzbek. De ces deux cas, Hopf infère que l'intervention russe est plus vraisemblable dans le cas où le nouvel État proche-étranger impose une identité ethno-centrique que dans celui où il impose une identité civique permettant à la minorité russe de reproduire localement son identité distincte.

Matthew Evangelista, dans le huitième chapitre, examine dans quelle mesure l'économie russe s'est intégrée à l'économie mondiale et sous quelles conditions l'environnement économique international affecte la conduite internationale de la Russie. À cette fin, il choisit le secteur de la production du pétrole et le complète par une étude des conséquences économiques des revendications récentes des mineurs russes. Au moyen d'un procédé comparatif, il démontre que le secteur énergétique russe demeure éloigné de l'économie mondiale malgré l'application des mesures régionalistes. Par ailleurs, alors que les mineurs auraient dû théoriquement réclamer l'introduction des lois du marché dans leur secteur afin de bonifier leur salaire et leur pouvoir d'achat, Evangelista constate que les mineurs finirent au contraire par conserver le rôle économique traditionnel de l'État dans le secteur minier perpétuant ainsi la centralisation soviétique désormais désuète. Ce chapitre conclut que la Russie est loin de s'intégrer à l'économie mondiale sans doute à cause de la

faible prégnance des institutions de marché et de la logique même du marché libre en Russie.

La plus grande qualité de cet ouvrage est que tous les chapitres, sans exception, commencent par un exposé méthodique d'un cadre analytique accompagné de sources bibliographiques des nouvelles approches théoriques et méthodologiques. Mais c'est ici aussi que se situe la faiblesse de cet ouvrage, car parfois les auteurs se préoccupent plus à démontrer le bien-fondé ou l'utilité de certaines approches théoriques que d'expliquer les fondements des phénomènes inédits de la transition de l'ordre communiste totalitaire à un ordre capitaliste libéral.

Mais la lecture et l'étude des différents thèmes abordés par chaque chapitre demeurent tout à fait abordables, car les auteurs parviennent parfaitement à identifier et à agencer d'une manière créative les sources de la conduite de la politique étrangère russe ainsi qu'à expliquer sa dynamique sans s'adonner à des élucubrations abstraites. Cet ouvrage n'est pas une étude circonstancielle susceptible d'être dépassée au moment même de sa publication. En outre, les chercheurs de politique étrangère trouveront dans cet ouvrage un véritable résumé des nouvelles tendances relatives à l'explication de la politique étrangère en général. En définitive, c'est un ouvrage bien réussi et qui brille par sa cohésion.

Onnig BEYLERIAN

Département de science politique
Université du Québec à Montréal

EUROPE

Bosnie. Anatomie d'un conflit.

BOUGAREL, Xavier. Paris,
La Découverte, 1996, 174 p.

Malgré la profusion d'ouvrages récents consacrés au conflit dans l'ex-Yougoslavie, le lecteur intéressé ne pourra qu'applaudir à la parution de ce petit ouvrage de vulgarisation de la crise bosniaque. Son auteur, Xavier Bougarel, est consultant sur les Balkans pour le CERI (Centre d'études et de recherches internationales de la Fondation nationale des sciences politiques) à Paris, après avoir débuté son expérience dans les Balkans comme lecteur de français à Belgrade. Ce petit livre est publié dans la collection « Dossiers de l'État du monde » ce qui donne le ton tant par son caractère succinct que par la clarté de sa présentation et la qualité de ses cartes.

D'entrée de jeu, Bougarel se donne comme objectif de faire comprendre au lecteur que « les communautés qui composent la société bosniaque ne s'identifient pas immuablement aux entreprises criminelles de leurs chefs », de même que d'expliquer que « les clefs du conflit se situent dans l'évolution des configurations politiques entre et au sein même des communautés plutôt que dans la progression ou le recul de l'une ou l'autre armée ». En d'autres termes, l'interprétation générale avancée par l'auteur tend à mettre en évidence que les tenants et aboutissants du conflit sont enracinés à même les structures communautaires de la société bosniaque. Enfin, selon Bougarel, on ne devrait pas tenter de partager entre communautés les responsabilités dans le conflit tout autant que l'espace